



PROCES VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 4 JUIN 2018

CONVOCATION

Le **28 mai 2018**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 4 juin 2018 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1-Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2018

2-FINANCES

- 2-1- Sécurisation du Groupe Scolaire - Demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. 2018 (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)
- 2-2- Réalisation des travaux de protection réglementaire du forage de "Notre Dame" - Demandes de subventions (Département et Agence de l'Eau)
- 2-3- Diagnostic du réseau d'assainissement - Etude complémentaire avec avenant au marché CEREG et demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau
- 2-4- SYMIELECVAR - Adoption de la nouvelle convention de groupement de commandes d'achat d'énergie
- 2-5- Transports scolaires - Participation communale aux frais d'abonnement des familles pour l'année 2018/2019
- 2-6- Tarifs des prestations des services périscolaire et extrascolaire à compter de la rentrée 2018/2019 (maintien des barèmes 2017/2018)
- 2-7- Instauration du tarif des frais d'enlèvement de dépôts sauvages de déchets sur la voie publique
- 2-8- Aide aux particuliers pour les travaux de rénovation des façades du centre-village

3-URBANISME

- 3-1- P.L.U. - Protection de l'activité agricole - Lancement d'une procédure de Zone Agricole Protégée
- 3-2- P.L.U. - Validation des propositions de réponses aux avis des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) suite à l'arrêt du PLU.

4-PERSONNEL

- 4-1- Convention-cadre de partenariat avec le C.N.F.P.T. PACA pour la formation du personnel communal en 2018
 - 4-2- Elections professionnelles Comité Technique (C.T.) et Comité Hygiène-Sécurité-Conditions de Travail (C.H.S.C.T.)
- 5- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- Questions écrites
 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 4 juin 2018**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard – TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - MUNIER Denise - COEURDEUIL Yves – PAZ Aymeric - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. BOSSUGE Brigitte (pouvoir donné à Jacqueline TURINELLI) - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - BOULE-AMPHOUX Isabelle (pouvoir donné à Pierre VERDON) - VERMENOUE Christine - FOURNEL Gilles.

soit 16 présents, 3 absents excusés ayant donné pouvoir et 2 absents excusés, soit 19 votants.

A noter que Mme VERMENOUE est arrivée lorsque le dossier sur le SYMIELEC a été traité.

Le nombre de présents a alors était de 17, celui des absents excusés de 3 pour ceux ayant donné pouvoir et d'1 absent excusé sans pouvoir, soit 20 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Jacqueline TURINELLI**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1-Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2018

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2018.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2018

A la majorité : 3 ABSTENTIONS (Mme DONADEY qui considère que le procès-verbal ne reflète pas ce qui a été dit durant les débats et MM CEMBRANI et COLLAINE qui étaient absents à la réunion)

APPROUVE ce document.

2-FINANCES

2-1- Sécurisation du Groupe Scolaire - Demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. 2018 (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en octobre 2016, la Commune a déposé auprès de la Préfecture une demande de concours financier de l'Etat via le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (F.I.P.D.R.) pour les travaux de sécurisation des écoles. Il indique qu'en octobre 2017, la Préfecture informait la Commune que sa demande n'avait pas été retenue et qu'elle pouvait être reformulée en 2018. Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que le montant de l'estimatif des travaux s'élevait à 22.746 € HT (valeur 2016) et une subvention de l'Etat de 17.863 € (80 %) avait été demandée. L'actualisation de ces devis a été demandée. Le montant est aujourd'hui de 22.746 €.

Il précise que lesdits travaux comprennent :

- l'installation de sirènes spécifiques à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement
- l'installation d'un portail automatisé sécurisé par des caméras et un clavier à code

Il indique que l'objectif de ces travaux consiste à permettre de visionner les personnes se présentant au portail automatisé du groupe scolaire en le sécurisant par une surveillance rapprochée et par la possibilité d'actionner des sirènes spécifiques conformément aux PPMS en vigueur dans les deux écoles.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le principe de déposer une nouvelle demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE le projet de travaux visant à la sécurisation du Groupe Scolaire pour un montant de 22.746 € HT

SOLLICITE une subvention de l'Etat au titre du F.I.P.D.R. 2018 à hauteur de 80 %.

AUTORISE M. le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à la mise en place du financement.

2-2- Réalisation des travaux de protection réglementaire du forage de "Notre-Dame" - Demandes de subventions (Département et Agence de l'Eau)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'un forage a été réalisé au lieu-dit "Notre Dame" pour sécuriser la ressource en eau en cas de pollution de celui actuellement en service. Ce forage n'est pas équipé à ce jour car sa protection doit être assurée préalablement.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que la réalisation des travaux de protection réglementaire du forage de "Notre Dame" doit être mise en œuvre dans les plus brefs délais. Une consultation d'entreprises sera lancée dans les prochaines semaines. Le financement de l'opération fera l'objet de demandes de subventions adressées aux financeurs potentiels (Agence de l'Eau et Conseil Départemental du Var).

Il précise que lesdits travaux consistent à :

- la pose d'une clôture sur le périmètre de protection immédiate
- l'installation d'un portail

Le montant prévisionnel pour la réalisation de ces travaux est estimé à 20 500,00 € HT décomposé comme suit :

Désignation	Montant HT
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour un montant de	1 500 €
- Travaux de débroussaillage des périmètres immédiats	4 000 €
- Frais de géomètre. Recherche de bornes et implantation des limites	3 000 €
- Travaux de clôture et pose d'un portails d'accès.....	12 000 €
Soit un total HT de	20 500 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur la mise en œuvre des travaux de protection du forage de "Notre-Dame" et sur les demandes de subventions à déposer auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental.

M. KINET s'étonne que la clôture prévue ne soit pas implantée sur la limite parcellaire des terrains acquis récemment par la Commune : "une clôture ne se pose pas avec un seul point qui jouxte la limite de propriété ! On aurait pu prévoir 10 ou 20 mètres de clôture en plus pour délimiter la propriété communale, cela n'aurait pas coûté beaucoup plus cher que de se limiter au périmètre de protection !"

M. SAULNIER répond que ces travaux de clôture visent à respecter la réglementation en matière de périmètre de protection des forages et rappelle que l'ensemble de la propriété communale de ce secteur n'est pas clôturé. Il pense inutile de prévoir une clôture sur cette limite.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,
Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

APPROUVE le projet de travaux visant à la protection du forage de "Notre-Dame" pour un montant de 20.500 € HT,

SOLLICITE une aide financière auprès de l'Agence de l'Eau (50 %) et du Département (30 %)

AUTORISE M. le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à la mise en place du financement.

2-3- Diagnostic du réseau d'assainissement - Etude complémentaire avec avenant au marché CEREГ et demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Bureau d'Etudes "CEREГ TERRITOIRES" a présenté lors d'une récente réunion le diagnostic du réseau d'assainissement concernant les inspections télévisées (ITV).
Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que les conclusions suivantes ont résulté de cette présentation :

- 6 km d'ITV sont initialement prévus au marché en tranche ferme B.
CEREГ en propose 5,2 km. La facturation se faisant bien entendu au linéaire réellement inspecté (sur la base de 3200 €/km HT)
- proposition de réalisation d'un repérage complémentaire et exhaustif comprenant 623 regards supplémentaires dont 150 sont prévus en tranche ferme B pour un montant total de 13.083 € (sur la base de 21 €/regard HT)

Ce repérage complémentaire permettrait de :

- Obtenir un plan des réseaux complet et à jour,
- Proposer un programme de travaux le plus exhaustif possible,
- Gagner en efficacité lors des prochaines recherches d'eaux claires parasites (si les tranches conditionnelles font l'objet d'un OS),
- Répondre à la réglementation sur la connaissance des réseaux.

M. DEBAQUE rappelle que le marché à procédure adaptée a été passé avec le bureau d'études « CEREГ TERRITOIRES » (délibération du 18/02/2016) sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 96.930 € (subventionné à hauteur de 50 % par l'Agence de l'Eau).

Il propose qu'une nouvelle demande de subvention soit déposée auprès de l'Agence de l'Eau sachant que son montant peut varier de 50 à 80%.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'avenant n° 1 à passer avec CEREГ pour ces compléments d'études et sur la demande d'aide financière à adresser à l'Agence de l'Eau.

M. KINET demande pour quelles raisons le linéaire proposé par le bureau d'études a été retenu et pas un autre et pour quelles raisons les élus n'ont pas pu contribuer à le déterminer.

M. SAULNIER répond que ce linéaire est celui qui pose le plus de problèmes comme constaté lors de l'étude menée et qu'il a donc été choisi.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les termes de l'avenant n° 1 au marché passé avec "CEREГ TERRITOIRES" pour l'étude concernant le diagnostic du réseau d'assainissement

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1 d'un montant de 10.500 € HT

SOLLICITE l'aide financière de l'Agence de l'Eau à hauteur de 80 %

PRECISE que les crédits nécessaires à l'autofinancement de l'opération sont inscrits au budget 2018 du Service Public de l'Assainissement Collectif.

2-4- SYMIELECVAR - Adoption de la nouvelle convention de groupement de commandes d'achat d'énergie

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Commune du VAL fait partie du groupement de commandes d'achat d'électricité mis en place par le SYMIELECVAR par délibération N°45 en date du 21/04/2015.

A ce titre, le Syndicat a procédé à l'attribution de marchés en tant que coordonnateur, la Commune étant chargée de son exécution.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE indique que ce marché arrivera à terme fin 2018 et qu'il convient donc de préparer la nouvelle période d'achat.

Pour ce faire, il convient d'adopter la convention de groupement qui a été mise à jour, d'une part, en fonction du nouveau texte de la commande publique et d'autre part, en fonction de l'entrée dans le groupement d'organismes qui ne sont pas classés comme collectivités territoriales.

Conformément à l'article 8 de la convention initiale, la convention peut être modifiée par avenant, sous réserve d'obtenir la majorité qualifiée des 2/3 des membres.

Les modifications apportées à la convention sont les suivantes :

- Introduction : Mise en œuvre de l'ordonnance N°2015-899 du 23/07/2015.
- Article 1^{er} : Ouverture du groupement à l'achat de toutes les énergies.
- Article 3 : Modalités de cristallisation des membres du groupement.
- Article 7 : Prise en compte des entités hors collectivités territoriales pour l'indemnisation du coordonnateur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu la délibération en date du 8 avril 2015 actant la participation de la Commune au Groupement de Commandes d'achat d'électricité,

Vu la délibération N°124 du SYMIELECVAR en date du 07/12/2017 approuvant l'avenant à la convention de groupement,

DECIDE d'adopter la nouvelle convention, jointe à la présente, qui annule et remplace la précédente.

2-5- Transports scolaires - Participation communale aux frais d'abonnement des familles pour l'année 2018/2019

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, lors du Conseil Communautaire du 4 mai 2018, dans le cadre des délibérations relatives au tarif de l'abonnement intercommunal aux transports scolaires et de la participation intercommunale aux frais d'abonnement des familles aux transports scolaires organisés par la Région PACA, la Communauté d'Agglomération "Provence Verte" a fait état de nouvelles dispositions retenues par la Région en matière de transports scolaires notamment la modification du tarif de l'abonnement annuel régional aux transports scolaires, à compter de la prochaine rentrée scolaire 2018/2019.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme GAQUIERE explique que le tarif de l'abonnement annuel régional aux transports scolaires passe de 120 à 110 euros par élève demi-pensionnaire relevant de la compétence régionale (c'est-à-dire élève ayant droit utilisant les services scolaires régionaux pour se rendre notamment dans un établissement scolaire situé hors du territoire de l'Agglomération en classe préélémentaire ayant 4 ans révolus, en classe élémentaire, en classe de collège, en classe de lycée d'enseignement général, agricole et professionnel, en section d'enseignement adapté, en classe de perfectionnement).

Elle précise que le tarif de l'abonnement régional aux transports scolaires pour les élèves internes reste à 80 euros.

Elle ajoute que la Région prévoit également d'intégrer le principe d'une participation réduite à 10 euros pour les familles dont le quotient familial serait inférieur à 700 euros.

Mme GAQUIERE indique que le Conseil Communautaire de la CAPV a délibéré pour fixer le tarif annuel de l'abonnement intercommunal aux transports scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018-2019 à **110 euros** par élève demi-pensionnaire et à **80 euros** par élève interne de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, général, agricole ou professionnel, en section d'enseignement adapté ou en section de perfectionnement, domicilié et inscrit dans un établissement scolaire situé sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, quelle que soit la date d'inscription et fixer la participation intercommunale aux frais d'abonnement intercommunal aux transports scolaires à 50 €, à compter de la rentrée scolaire 2018-2019, par élève demi-pensionnaire ou interne de l'enseignement secondaire (collèges et lycées uniquement).

Elle précise que le cumul des participations intercommunale et communale ne pourra donc pas être supérieur à 110 euros ce qui implique que ces nouvelles dispositions pouvant être de nature à faire évoluer le montant de la participation communale aux frais d'abonnement aux transports scolaires à compter de la prochaine rentrée scolaire, le montant des participations communales pour les élèves du primaire et du secondaire sont susceptibles d'évoluer en conséquence.

Mme GAQUIERE rappelle à l'assemblée que pour l'année scolaire 2017/2018 ont été appliquées les dispositions de la délibération du Conseil Municipal du 19 juillet 2017 (en fonction du quotient familial).

Elle propose au Conseil Municipal d'allouer une participation de 25 € aux élèves demi-pensionnaires uniquement.

Elle précise que cette participation serait versée pour les élèves :

- inscrits dans un établissement de la CAPV
- inscrits dans un établissement hors CAPV avec un quotient familial supérieur à 700 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir arrêter le montant des participations accordées aux familles par la Commune pour l'année scolaire 2018/2019

M. KINET regrette l'abandon du quotient familial : "c'est une question de politique politicienne de la part de la C.A.P.V. La Région consent une baisse de 10 € par an, c'est donc normal que les familles les plus pauvres puissent bénéficier de cette aide de 10 € par an. Par exemple une famille de 3 enfants pourraient bénéficier des avantages du quotient familial et de cette baisse. C'est simplement parce que la CAPV ne veut pas perdre du temps pour appliquer les calculs avec le quotient familial pour LE VAL !"

Mme GAQUIERE répond que la commission a opté pour le tarif le plus bas pour compenser. Elle indique vouloir à l'origine maintenir le quotient familial mais avoir reçu un refus de la CAPV d'où l'application du tarif minimum.

Mme LEBERQUIER indique que les parents d'élèves ne comprennent pas toujours les incidences des décisions de la CAPV par rapport à celles des Communes.

M. KINET dit que les Communes doivent, lorsque cela en vaut la peine, s'opposer aux décisions de la CAPV.

M. VERDON demande confirmation du fait que la règle de calcul est la même pour les 28 communes de la CAPV.

Mme GAQUIERE confirme et indique que beaucoup de Communes ne participent pas et que le coût est donc de 60 € pour les familles.

M. KINET demande que le Conseil Municipal dénonce cette mesure d'annulation de quotient familial pour le calcul.

M. SAULNIER indique que LE VAL était la seule Commune appliquant le quotient familial.

M. KINET rappelle qu'il y a deux ans la commission "Petite Enfance-Affaires Scolaires" avait travaillé sur la question et avait obtenu l'accord du Conseil Municipal pour mettre en place un calcul tenant compte du quotient familial. Il regrette que les dispositions mises en place par la CAPV remettent en cause la volonté de la commission et du Conseil Municipal. Il indique que la CAPV aurait dû prendre en considération le fait que cette pratique était la plus favorable pour les familles et aurait donc dû l'appliquer pour toutes les Communes : "il faut dénoncer cette mesure auprès de la CAPV". Il regrette que les élus valais délégués à la CAPV n'aient pas dénoncé cette disposition en amont lors des travaux du Conseil Communautaire sur ce dossier.

Mme GAQUIERE indique que les tarifs avec application du quotient familial ont été transmis à la CAPV dès le début des travaux sur ce dossier et revient sur le fait que le tarif minimum est proposé ce soir au Conseil pour limiter la pression sur les familles les moins aisées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

Considérant que pour les élèves demi-pensionnaires le coût de l'abonnement annuel est fixé à 110 € et à 10 euros pour les familles dont le quotient familial est inférieur à 700 euros

A l'unanimité moins une abstention (M. KINET)

DECIDE d'attribuer une participation communale aux frais de transports scolaires uniquement aux élèves demi-pensionnaires

ARRETE le montant de la participation communale à 25 € pour les élèves :

- inscrits dans un établissement de la CAPV
- inscrits dans un établissement hors CAPV avec un quotient familial supérieur à 700 €

PRECISE que la participation communale s'ajoutera à la participation de la CAPV aux frais d'abonnement des familles aux transports scolaires

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

2-6- Tarifs des prestations des services périscolaire et extrascolaire à compter de la rentrée 2018/2019 (maintien des barèmes 2017/2018)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que les tarifs relatifs aux prestations péri et extrascolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée "Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse".

Mme GAQUIERE indique que, sur proposition de la Commission "Affaires Scolaires - Enfance - Jeunesse", le maintien des tarifs appliqués pour l'année scolaire 2017/2018 est préconisé pour les années futures (sans indication d'une durée quelconque).

Elle ajoute que l'évolution de ces tarifs restera possible par recours à une délibération modificative.

Elle donne lecture à l'assemblée desdits tarifs (ci-annexés).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée "Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse"

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission "Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse" de maintenir les tarifs péri et extrascolaires appliqués durant l'année 2017/2018 sans indication de durée

ARRETE lesdits tarifs comme listés dans l'annexe ci-jointe.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au recouvrement des participations familiales au fonctionnement desdits services.

2-7- Instauration du tarif des frais d'enlèvement de dépôts sauvages de déchets sur la voie publique

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, malgré les différents services existants sur la Commune pour la gestion des déchets comme les nombreux points de dépôt équipés de conteneurs de tri sélectif, le service de collecte des ordures ménagères, la déchetterie, le service mensuel gratuit d'enlèvement des encombrants, il est constaté un nombre croissant de dépôts sauvages sur la voie publique ou à des endroits publics non prévus à cet effet.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement.

M. CULINATI souligne que ces incivilités nuisent à la propreté de la Commune et que les contrevenants sont passibles de poursuites pénales pour non-respect de la réglementation existante et surtout pour l'atteinte à l'environnement.

Il rappelle que les conséquences de ces incivilités représentent une charge financière pour la Commune qui doit assurer l'enlèvement et le traitement de ces dépôts illicites et le nettoyage des lieux. Il soumet au Conseil Municipal la proposition de la Commission "Environnement", de faire supporter ces frais aux contrevenants qui auront pu être identifiés. Il précise qu'après constat de l'infraction, un courrier sera envoyé au contrevenant pour l'informer de la facturation des prestations des Services Techniques et du prochain envoi d'un avis de paiement transmis via la Trésorerie.

M. CULINATI ajoute qu'aucun motif valable ne pouvant justifier ces dépôts sauvages de déchets, la Commission propose que la Police Municipale puisse utiliser des moyens photographiques permettant d'identifier les contrevenants en la matière. Il présente à l'assemblée, pour information, les devis obtenus pour l'acquisition du matériel nécessaire (deux appareils photos, mâts et protection,.....) pour un total estimé de 1200 € TTC.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les propositions présentées par la Commission "Environnement".

M. KINET demande que la délibération ne prévoit pas la verbalisation qu'au niveau des encombrants déposés sur le domaine public mais aussi pour ceux déversés dans les containers comme les gravats.

M. CULINATI répond que le constat d'un dépôt sauvage autour ou dans les containers pourra faire l'objet de verbalisation.

M. SAULNIER confirme et précise que les photos permettront de poursuivre les contrevenants.

M. KINET demande qu'on puisse faire tourner les appareils photos sur plusieurs points du territoire et non seulement sur 3 sites.

M. SAULNIER demande d'attendre les résultats de cette première campagne de surveillance et indique qu'en cas de résultats probants elle sera étendue à d'autres points de la Commune.

M. GAUTIER demande si l'appareil photo se déclenchera au passage d'une personne et si une évaluation de la charge de travail des agents chargés de récupérer et de regarder les photos prises a été réalisée.

M. CULINATI indique que chaque semaine les services techniques devront récupérer, avec l'aide d'une nacelle, les photos des sites où des dépôts sauvages sont constatés et les remettre à la police municipale pour visionnage.

M. KINET revient sur le déversement de gravats dans les containers qui auront été vidés par le SIVED avant le visionnage des photos.

M. DEBAQUE indique que le SIVED avertit la Commune quand des gravats sont présents dans les containers pour que les Services Techniques les évacuent.

M. KINET regrette que lorsque les Conseillers Municipaux veulent améliorer la situation alors que les décisions ont déjà été prises en amont par les 4 Adjointes, ils ne peuvent rien changer.

M. CULINATI rappelle que ce dossier a été étudié par la Commission "Environnement - Déchets" en octobre 2017.

M. SAULNIER demande à M. KINET s'il est membre de cette commission.

M. KINET répond par la négative.

M. CULINATI rappelle qu'une enquête a été menée par la Commission auprès de la Commune de CARCES qui applique ces mesures et en ait très satisfaite.

M. COEURDEUIL indique que la Commission, dont il fait partie, a essayé de faire au mieux. Il reconnaît qu'on peut toujours mieux faire mais souligne la volonté de mettre en avant le côté pédagogique de l'action de la Commune. Il rétorque à M. KINET que la remise en question et la critique systématique ne sont pas productives et qu'il vaut mieux faire des propositions, essayer des solutions déjà éprouvées,

M. KINET rappelle que depuis deux ans il a proposé à la commission "déchets" de passer à la pratique des containers individuels.

M. CULINATI indique que la collecte des containers individuels est impossible dans la plupart des quartiers vu la configuration des lieux et la voirie insuffisante pour les camions du SIVED.

M. SAULNIER confirme que cette solution ne serait possible que dans les lotissements.

M. PAZ demande si la Commune de CARCES a constaté une baisse notable des dépôts sauvages depuis la mise en application de cette verbalisation.

M. CULINATI confirme cette baisse des incivilités constatée par la Mairie de CARCES.

M. PAZ rappelle que les professionnels n'ont plus le droit, depuis janvier 2018, d'aller jeter leurs encombrants à la déchetterie et que leurs fournisseurs doivent récupérer les déchets. Il indique que cela ne se passe pas ainsi en réalité. Il demande quels sont les moyens du SIVED pour trouver une solution à ce problème. Il indique que souvent les dépôts sauvages sont effectués sur des terrains privés et les propriétaires sont obligés de prendre à leur charge les travaux de déblaiement.

M. CULINATI indique qu'une loi est parue en 2017 qui oblige les professionnels à ramener leurs encombrants à un fournisseur ; par exemple un maçon qui casse un mur ou une cloison doit ramener les gravats chez un marchand de matériaux.

M. SAULNIER indique que souvent les entreprises de maçonnerie se débarrassent des gravats directement à une carrière qui les traite, les recycle et les revend. Il indique qu'il y a d'autres encombrants tels que les cartons, les emballages, les encombrants pour lesquels il n'y a pas de solution. Il précise que souvent ce sont les entreprises qui interviennent chez les particuliers qui se débarrassent d'encombrants sur la voie publique pour ne pas avoir à payer de frais.

M. PAZ dénonce les dépôts sauvages sur le chemin du Carnier qui sont constatés à longueur d'année et l'absence de moyens pour en dissuader les contrevenants.

M. SAULNIER indique que la vidéosurveillance est quand même dissuasive et prend pour exemple la caméra factice installée sur le site des containers de la Route de Bras, face au CAT. Il informe que dans les premières semaines de son installation, une amélioration a été constatée au niveau des dépôts sauvages mais que par la suite le bruit a couru à propos du non fonctionnement réel du matériel et la situation est redevenue ingérable. M. SAULNIER indique que le montant de la participation sera de 120 € intégralement reversée à la Commune et recouvrée par la Trésorerie.

M. PAZ demande qu'un courrier soit envoyé à la Présidente de la CAPV et même au Ministre de l'Environnement pour signaler que la loi qui a été votée handicape fortement les Communes notamment rurales vu le manque de moyens pour intervenir.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

INSTAURE un tarif des frais d'enlèvement des dépôts sauvages de déchets sur la voie publique ou à des endroits publics non prévus à cet effet

FIXE un forfait de 120 € pour cette prestation des Services Techniques

INDIQUE qu'une facturation sera établie si l'enlèvement des dépôts entraîne une dépense supérieure au forfait (sur la base d'un décompte des frais réels de l'intervention des S.T.).

AUTORISE M. le Maire à facturer aux contrevenants l'enlèvement et le traitement des déchets et le nettoyage du site

2-8- Aide aux particuliers pour les travaux de rénovation des façades du centre-village

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante du nouveau dispositif d'aide aux travaux de rénovation des façades mis en place par l'Agglomération "Provence Verte" par délibération n°2018-21 du 09/02/2018 dans le but de soutenir l'action des communes membres de l'Agglomération qui disposent d'un dispositif d'embellissement de leurs centres anciens et cœurs de village.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que les bénéficiaires de l'aide à la rénovation des façades attribuée par l'Agglomération Provence Verte, sont des propriétaires privés, personnes physiques ou morales des immeubles concernés, ayant droits occupants ou bailleurs, à titre de résidence principale ou secondaire et à usage unique d'habitation.

Il précise que sont éligibles les biens à usage d'habitation, les maisons individuelles ou immeubles, qui font l'objet de travaux d'embellissement ou de réhabilitation des façades situés dans le périmètre défini dans le dispositif "façades" de la Commune, soit le centre ancien (délibération du 29 juin 2007).

Il souligne que les constructions neuves sont exclues et seules les rénovations de plus de 10 ans après le dernier ravalement sont prises en compte.

M. COLLAINE informe l'assemblée que le montant de l'aide communautaire versée aux bénéficiaires ne peut excéder 20% du montant TTC des travaux éligibles avec un plafond d'intervention fixé à 1.000€ (montant versé par l'Agglomération "Provence Verte" directement au bénéficiaire à la fin des travaux).

M. COLLAINE rappelle que la Commune du VAL avait mis en place, il y a plusieurs années, en collaboration avec la Communauté de Communes "Comté de Provence", un dispositif d'aide en faveur des travaux de ravalement de façades dans un objectif d'embellissement des centres anciens.

Il précise que, jusqu'à présent, la CCCP versait une aide égale à 20 % maximum du montant des travaux TTC (avec un plafond de 1.000 €) aux propriétaires pour ces travaux. La participation de la CAPV sera identique mais possible que si une participation communale est arrêtée par chaque Conseil Municipal.

M. COLLAINE donne lecture du règlement approuvé par la CAPV.

M. VERDON fait remarquer que cette participation sera prélevée sur les impôts des contribuables valois

M. PAZ répond que cela contribuera à la mise en valeur du centre village.

M. KINET demande si les frais de remplacement de menuiseries (volets et fenêtres) sont inclus dans ces travaux d'embellissement ce qu'il considérerait normal.

M. SAULNIER répond qu'en général, il va de soi que les menuiseries sont changées lors d'un ravalement de façade.

M. KINET souligne que le coût d'un ravalement d'une grande façade est important et que l'ajout de celui du remplacement des menuiseries implique une hausse importante de la dépense.

M. COLLAINE rappelle que le plafond d'intervention est fixé à 1.000 € et que donc peu importe si le montant de la facture est beaucoup plus élevé. Il ajoute que tout ravalement de façade est soumis à déclaration préalable en Mairie (urbanisme) et que le projet est alors étudié par la commission d'urbanisme.

M. COEURDEUIL se dit d'accord sur le principe mais il revient sur le fonctionnement et les moyens d'agir de la commission d'urbanisme car la Commune ne s'est pas dotée d'outils suffisants pour contrôler ce qu'il se fait. Il indique que l'aide dont il est question n'est pas encadrée par la possibilité de contrôler et de gérer tout ce qui concerne les couleurs, les matériaux, la nature des travaux envisagés alors que le centre ancien doit être préservé. Il ajoute que de nombreux travaux catastrophiques ont été réalisés depuis des années et qu'il s'avère donc urgent qu'au-delà de ce premier pas, consistant à verser une aide, il faut se doter de vrais outils de maîtrise pour l'amélioration du centre ancien. Il indique avoir l'intention de proposer dans les prochains mois la mise en place d'une OPA sur le centre ancien. Il propose que la commission d'urbanisme s'attèle à ce travail à mettre en œuvre à l'automne par exemple. Il précise que l'idée de l'OPA est d'améliorer l'habitat ancien, prendre en compte les logements sociaux, éviter la dérive à travers le logement indigne, y compris les commerces situés dans l'habitat ancien. M. COEURDEUIL indique que le règlement de ce type de travaux faisant défaut, la Commune n'a aucun outil juridique pour aller à l'encontre des propriétaires qui sont libres de définir les travaux à entreprendre et notamment les couleurs de leurs façades.

M. DEBAQUE intervient pour rappeler qu'une palette de couleurs existe pour les façades.

M. SAULNIER en convient mais indique qu'elle n'a jamais été mise en application.

M. COEURDEUIL indique qu'il s'agit d'une palette de propositions de couleurs. Il insiste sur le fait que la Commune n'a aucun moyen de s'opposer au choix d'une couleur par un propriétaire qu'elle soit extravagante ou pas.

M. GAUTIER demande à partir de quelle date la délibération accordant l'aide à l'embellissement de façades sera applicable.

M. SAULNIER répond qu'elle le sera immédiatement après son dépôt en Préfecture.

M. KINET indique qu'il faudra prendre une décision modificative pour prévoir les crédits au budget.

M. SAULNIER répond que vu le nombre peu important de demandes à venir, un chapitre budgétaire pourra compenser la dépense à engager.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'allouer aux particuliers, dont le dossier sera retenu, une participation communale égale à 20 % du montant TTC des travaux éligibles avec un plafond d'intervention fixé à 1.000 € (en complément de la participation de la C.A.P.V.)

APPROUVE les modalités d'attribution et de versement de la subvention définies dans le règlement établi par la C.A.P.V. (ci-annexé)

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement de cette participation aux bénéficiaires

S'ENGAGE à inscrire chaque année les crédits nécessaires au budget communal.

3-URBANISME

3-1- P.L.U. - Protection de l'activité agricole - Lancement d'une procédure de Zone Agricole Protégée

Monsieur le Maire rappelle que l'objectif d'une Zone Agricole Protégée est la préservation de zones agricoles qui, présentant un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique, peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées (loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999, modifiée par les lois d'Orientation Agricole de 2006 et d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt de 2014 – article L112-2 du Code Rural). Il précise que ce zonage s'insère dans la liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols annexée au document d'urbanisme.

Il donne la parole à M. Rémi GAUTIER, Vice-Président de la Commission de l'Urbanisme.

M. GAUTIER rappelle que l'agriculture a toute sa place sur la commune mais que ce potentiel agricole a fortement été impacté par l'urbanisation ces dernières décennies et demeure toujours menacé par une pression foncière. Il indique que la protection de ces espaces agricoles doit se traduire par une vigilance accrue des élus locaux et souligne que le PLU a reconnu l'enjeu de la préservation des espaces agricoles en définissant des orientations volontaristes dans le PADD et un zonage adapté. Il précise que le P.L.U. préserve donc les espaces agricoles à court et moyen terme. Il propose aujourd'hui de préserver à long terme par l'outil ZAP les espaces agricoles pour y favoriser une économie agricole pérenne.

M. GAUTIER rappelle les motivations qui ont conduit le COPIL "P.L.U." et les Commissions Communales de l'Urbanisme et de l'Agriculture à initier cette procédure de classement d'une partie du territoire de la Commune en Zone Agricole Protégée et notamment la volonté d'affirmer le caractère rural de la commune :

- Caractère agricole marqué de la Commune,
- Pression croissante du développement urbain,
- Qualité et potentiel agricole de certains secteurs en Appellation d'Origine Protégée (AOP),
- Présence sur la commune d'agriculteurs encore très actifs pour lesquels il est nécessaire de protéger le foncier, support de leur activité,
- Volonté de pérenniser, développer et diversifier l'agriculture,
- Nécessité de protéger des espaces naturels et agricoles afin de préserver le cadre de vie et l'environnement communal.

M. GAUTIER indique que la Commune du Val souhaite pérenniser et développer l'économie agricole ainsi que son patrimoine agricole sur le territoire. Aussi, en vue de limiter la pression foncière conduisant à l'abandon des parcelles qui deviennent des friches, et afin de répondre au souhait commun, de la Commune et du monde agricole, le COPIL "PLU" propose de mettre en œuvre avec le concours de la Chambre d'Agriculture du Var, l'outil foncier de préservation des terres agricoles : la Zone Agricole Protégée (ZAP), valant servitude d'utilité publique, qui permet de garantir sur le long terme le classement en zone agricole.

M. GAUTIER précise que, s'agissant d'une servitude d'utilité publique, les documents d'urbanisme devront prendre en compte le périmètre de la ZAP délimité par arrêté préfectoral après avis du Conseil Municipal.

M. GAUTIER indique avoir entendu souvent, dès le début du travail sur le PLU, que l'agriculture était finie sur la Commune, qu'il n'y avait plus d'avenir pour les jeunes dans le monde agricole, qu'il n'y aurait plus que de l'habitat, que les terres agricoles allaient disparaître..... Il rappelle que beaucoup de zones sont en friches et pense important de pouvoir les exploiter et leur donner une dimension économique mais aussi environnementale et sociale. Il ajoute que depuis janvier 2018, il a été constaté l'installation de trois jeunes agriculteurs sur LE VAL et souligne qu'il y a très longtemps que la Municipalité n'avait pas contribué à ce type d'action sur LE VAL. Il tient à féliciter ces trois jeunes d'avoir fait ce choix d'un métier difficile certes mais prenant et passionnant. Il dit vouloir, par le lancement de la ZAP, soutenir une dynamique agricole pour les années à venir.

M. VERDON dit se poser une question vis à vis la philosophie de ces zones agricoles protégées notamment par rapport aux propriétaires qui seront concernés. Il demande si une réunion publique d'informations est prévue. Il rappelle que si cette ZAP aboutit, ce sera l'Etat qui aura la main mise pendant des années sur toutes les décisions concernant ces terrains. Il précise que s'il possédait des parcelles en jachère incluses dans cette zone, il se sentirait spolié par rapport à ce diktat car la Préfecture aura le pouvoir décisionnel sur leur devenir.

M. GAUTIER confirme que la ZAP est soumise à une servitude d'utilité publique et donc à une procédure plus contraignante que pour une simple zone agricole. Il rappelle que l'Etat met son veto dans tout travail sur l'urbanisme comme il a été constaté pendant l'élaboration du PLU., et notamment sur la consommation des espaces naturels ou agricoles. Il confirme que la procédure de ZAP est très particulière et que des réunions publiques d'informations sont prévues comme pour le P.L.U. Il précise que pour les agriculteurs l'argument sera le même avec une visibilité sur 25 ans mais que la Municipalité en place ou les pétitionnaires pourront toujours entamer une négociation avec les Services de l'Etat s'ils veulent présenter un projet quelconque tel que des logements sociaux ou autres présentant un intérêt particulier pour la population. M. GAUTIER récusé donc l'argument avancé par M. VERDON.

M. VERDON indique que sa réticence vient de la rigidité de l'application d'une ZAP sur la Commune et d'une absence de manœuvre pour les propriétaires impactés..

M. GAUTIER rappelle que dans le PLU certaines zones sont cartographiées comme agricoles avec un règlement particulier qui s'impose aux propriétaires. Il précise que la visibilité dans le cadre de la ZAP sera de 25 ans mais souligne que de toutes façons un P.L.U. est voté pour une période similaire et que tous les textes législatifs préconisent et incitent à la préservation des zones agricoles.

M. VERDON conçoit que le PLU a été étudié pour favoriser les zones agricoles.

M. GAUTIER intervient en disant que le PLU n'a pas été étudié pour favoriser les zones agricoles mais pour les préserver.

M.VERDON dit trouver suffisant les zones définies au PLU comme agricoles et que l'ajout de cette couche de zone protégée agricole est très contraignante pour les propriétaires.

M. PAZ convient que la ZAP est contraignante au niveau administratif mais que si on veut installer des agriculteurs il faut que des parcelles soient conservées en zone agricole sinon les propriétaires qui voient leurs terrains classés en zone constructible ne veulent pas signer de bail agricole. Il souligne que la visibilité sur 25 ans permettra la signature de baux avec une durée adéquate. Il dit que les élus doivent choisir entre avoir des zones d'habitat sur tout le territoire, ou bien des friches ou alors des zones agricoles cultivées et pas seulement en nature de vigne.

M. GAUTIER réagit aux propos tenus pour revenir sur l'argument de M. VERDON indiquant que le PLU a favorisé les zones agricoles en rappelant qu'il a insisté personnellement sur la préservation de ces zones certes mais rappelle que ce document est équilibré avec plusieurs facettes écoutées, amendées et réunies pour avoir un document cohérent. Il considère que dire dans la rue qu'on veut protéger la dynamique agricole sur la Commune est un beau discours mais qu'il doit être transcrit par des actes forts. Il rappelle que sa raison d'être au sein de ce Conseil Municipal était d'axer les actions pour l'évolution de l'agriculture.

M. COEURDEUIL rappelle avoir personnellement participé pendant de nombreux mois à l'élaboration du PLU et confirme qu'il ne l'a pas été pour favoriser l'agriculture mais pour arrêter la dérive de l'urbanisation délirante que LE VAL connaît depuis 35 ou 40 ans. Il regrette que la beauté de ce territoire ait été détruite par la spéculation immobilière. Il rappelle qu'au-dessus du PLU il existe des documents supra communaux comme par exemple le SCOT et que la Commune s'inscrit dans une politique communale mais aussi supra communale en prenant en compte aussi les dispositions nationales. Il indique que de nombreux propriétaires de terrains (représentant des centaines d'hectares sur la Commune, inscrits en zone agricole au POS et maintenus dans cette zone au PLU) pensent qu'un jour ou l'autre leurs parcelles passeront en zone constructible. Il indique que le fait de mettre en place une ZAP est un outil pédagogique permettant de dire à ces gens-là de changer de logiciel de pensée car il faut arrêter la spéculation immobilière pour que LE VAL ne soit pas transformé en un immense champ bétonné rien que pour satisfaire des intérêts financiers personnels. Il pense que la ZAP est un outil efficace pour mettre en place des projets agricoles par l'installation de jeunes agriculteurs mais aussi pour des projets de plus grande envergure de manière à pouvoir, dans une projection idéaliste, permettre une autosuffisance agricole avec une production pouvant nourrir 4.500 habitants.

M. PAZ intervient pour approuver et indiquer que cela ne relève pas de l'utopie car certaines communes sont dans cette démarche.

Mme DONADEY indique que les propriétaires de terrains agricoles vont se retrouver spoliés contrairement aux futurs ou nouveaux agriculteurs qui veulent profiter d'un système : "chacun voit midi à sa porte !". Elle dit voter contre cette ZAP.

M. PAZ lui demande si elle préfère voir des friches.

Mme DONADEY répond négativement et voudrait que ces agriculteurs aillent simplement la voir pour lui proposer de louer son terrain sans aller jusqu'à le lui prendre car déclaré d'utilité publique. Elle rappelle que beaucoup de Valois de souche se sentent spoliés. Elle ajoute que certes ce ne sont pas les nouveaux arrivants qui ont ce sentiment car ils ne se sentent pas du tout concernés par les terrains agricoles.

M. GAUTIER regrette que les débats soient pollués par des considérations d'intérêt personnel des uns et des autres.

Mme DONADEY répond que lui aussi voit son intérêt dans cette ZAP.

M. GAUTIER répond qu'il n'a aucun projet personnel et demande à Mme DONADEY ce qu'elle veut faire de ses terrains.
Mme DONADEY répond qu'elle a un fils à qui elle voudrait le léguer.
M. GAUTIER lui rétorque alors qu'en fait elle espère que ses terrains passent constructibles.
Mme DONADEY lui répond qu'il n'a pas à savoir ce qu'elle veut faire de ses terrains.
M. GAUTIER répond qu'elle ne sait pas non plus quels sont ses projets et qu'elle ignore la surface qu'il possède déjà.
Mme DONADEY indique qu'étant agriculteur il est intéressé par cette ZAP. Elle ajoute qu'il ne faut pas argumenter cette décision en disant qu'il y aura des dizaines de personnes qui vont s'installer dans cette profession et que cela n'arrivera pas : "il ne faut pas rêver ! Combien de Communes vont mettre cela en place ?".
M. PAZ répond qu'il ne s'agit pas de rêver mais de donner les moyens à ceux qui veulent s'installer de pouvoir le faire. Il ajoute que les Communes sont de plus en plus nombreuses à opter pour la dynamisation de l'agriculture sur leur territoire.
Mme DONADEY indique que même le Maire de Correns, pourtant très investi dans l'agriculture, n'a pas doté sa Commune d'une ZAP.
M. PAZ revient sur la spoliation des propriétaires évoquée par Mme DONADEY et précise qu'ils resteront toujours propriétaires mais que les parcelles resteront classées en zone agricole pendant 25 ans. Il maintient qu'il n'y a pas spoliation des biens.
M. SAULNIER indique que pour l'instant la ZAP n'est pas encore délimitée et qu'elle ne le sera qu'après étude et tenue de réunions publiques.
M. VERDON intervient pour dire qu'il est favorable à l'agriculture comme tout bon Français de souche paysanne, qu'il est anti-béton mais qu'il voulait mettre en avant cette rigidité administrative de l'Etat qui va impacter les propriétaires des parcelles incluses dans la future ZAP.
M. SAULNIER précise que le vote de ce soir ne vise qu'un accord sur le principe d'étude à mener mais nullement sur l'instauration de la ZAP et que si les obstacles sont trop nombreux, celle-ci sera abandonnée. Il indique d'autre part que les agriculteurs qui voudront s'installer sur un terrain situé dans la ZAP pourront prétendre à des aides financières intéressantes.
Mme DONADEY ajoute que jusqu'à présent il a été fait n'importe quoi en terme de constructions en permettant à chacun de bâtir où il voulait et que maintenant tout est bloqué car tout doit devenir agricole.
M. SAULNIER rappelle l'intervention de M. COEURDEUIL à propos notamment des documents supra communaux (SCOT, textes de l'Etat,...) qui obligent les Communes à préserver les terres agricoles. Il indique que lors des réunions sur le SCOT, seules les Communes de TOURVES et du VAL se sont manifestées pour dénoncer certaines choses y compris le problème posé par la préservation des terres en zone agricole au POS qui devaient le rester au PLU.
M. GAUTIER ajoute que la Société du Canal de Provence (SCP) travaille avec les agriculteurs du Département et avec la Région sur des extensions des réseaux d'eau. Il signale que LE VAL est situé dans un secteur où des possibilités d'extension existent et indique que la SCP apprécie quand il existe une ZAP sur une Commune car leurs travaux représentent un investissement très important qui serait justifié par l'installation facilitée d'agriculteurs vu la présence de l'eau pour irriguer leurs parcelles. Il ajoute que l'eau amenée par la SCP n'est pas réservée aux agriculteurs mais peut desservir les jardins privatifs ou être rendue potable pour les habitations.
M. SAULNIER informe d'autre part que de nombreux exploitants agricoles confrontés à la sécheresse ont demandé à la Commune d'avoir l'autorisation de se raccorder sur le réseau d'eau potable pour irriguer leurs plantations. Il dit avoir opposer un refus pour la pose de ces compteurs verts car l'utilisation de l'eau potable pour irriguer des terrains était discutable. Il indique qu'en conséquence il serait intéressant que la SCP puisse procéder à des extensions de réseau sur la Commune.
M. PAZ tient à remercier M. GAUTIER pour son action visant à favoriser l'installation des 3 jeunes agriculteurs et pour le lancement de cette ZAP. Il lui propose de l'aider en cas de besoin.
M. GAUTIER tient à rappeler que la ZAP n'est pas destinée à son cas personnel et que les heures passées avec les deux jeunes installés sur le domaine communal et le troisième installé sur un terrain privé l'ont été pour les aider et ne lui ont rien rapporté personnellement.
Mme DONADEY répond qu'il est normal qu'il s'investisse en sa qualité d'Adjoint à l'Urbanisme.
M. GAUTIER répond qu'il n'est pas Adjoint à l'Urbanisme, car M. le Maire a conservé cette compétence, mais qu'il est vice-président de la commission communale de l'urbanisme.
Mme DONADEY répond qu'elle n'a rien de personnel contre M. GAUTIER.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Rémi GAUTIER, Vice-Président de la Commission de l'Urbanisme,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 1 ABSTENTION (M. NAL) et 3 CONTRE (Mmes DONADEY et BOULE AMPHOUX et M. VERDON),

DECIDE :

- de lancer les études nécessaires à l'élaboration du projet de création de ZAP sur la Commune,
- de donner délégation à M. le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaires à la procédure de création de la ZAP, notamment une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var (ci-annexée) pour un montant de 8.900 € dont 7.100 € seront à la charge de la Commune (20 % étant pris en compte par la Chambre d'Agriculture)
- d'inscrire les crédits correspondants au budget communal,
- d'autoriser M. le Maire à procéder à l'ensemble des formalités nécessitées par cette procédure.

CONFIRME l'intérêt général de préserver les zones agricoles.

SOLLICITE une aide financière de la Région à hauteur de 40 % dans le cadre de ses actions en faveur du foncier agricole intitulé "Préserver le potentiel de production agricole et favoriser l'accès au foncier" et notamment l'aide à la réalisation d'études préalables à la mise en œuvre de démarches réglementaires en faveur de la protection des espaces agricoles.

3-2- P.L.U. - Validation des propositions de réponses aux avis des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) suite à l'arrêt du P.L.U.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante de la réception, jusqu'en mars 2018, des avis des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) sur le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) arrêté par délibération du 4 décembre 2017.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal membre de la Commission "Urbanisme".

M. COLLAINE indique que des réunions de travail se sont tenues au sein du COPIL "P.L.U." et des diverses commissions communales concernées, en présence et en collaboration étroite avec le Bureau d'Etudes "BEGEAT" afin de préparer des projets de réponses aux P.P.A..

Il précise qu'un rapport a été rédigé par "BEGEAT", suite aux réunions en COPIL, pour reprendre ces diverses propositions de réponses, rapport qui a ensuite été transmis au Conseil Municipal pour information.

Il ajoute que l'assemblée délibérante doit maintenant se prononcer sur ces réponses pour les valider comme les a validées le COPIL "P.L.U..".

M. COLLAINE indique que cette validation entraînera des modifications à apporter au dossier du P.L.U. prêt à être approuvé après enquête publique.

Il donne lecture du rapport établi par "BEGEAT".

M. COLLAINE précise également que les modifications réalisées sur le dossier du P.L.U., tant en ce qui concerne celles faisant suite aux avis des P.P.A. que celles résultant de l'enquête publique, feront l'objet ultérieurement d'une délibération particulière, avant approbation du P.L.U..

M. le Maire indique qu'il porte ce dossier à la connaissance du Conseil Municipal par souci de transparence, car cela n'est pas une obligation.

M. GAUTIER reconnaît la qualité de la synthèse réalisée, d'une manière générale et après avoir pris connaissance de tous les éléments du rapport. Il revient sur la collaboration avec BEGEAT tout au long de l'élaboration du PLU et souligne que cela a permis aux élus de traiter un certain nombre d'éléments qui, sans cette aide technique, auraient pu être omis. Il regrette la position de la M.R.A.E. mais se dit satisfait du rendu des observations des autres P.P.A.

M. VERDON considère, qu'après analyse du rapport de 118 pages, les réponses sont apportées dans la précipitation et ne sont pas assez "riches". Il dit souhaiter discuter de ces réponses en réunion mais en l'absence de BEGEAT. Il pense qu'elles doivent être plus concrètes et ne pas se limiter à des tableaux qui ne retracent pas le contenu des réunions mais indiquent simplement le nombre de réunions sans mettre en exergue ce qui y a été dit : "Au niveau des réponses, ma devise est "douceur, on est pressé". On est sous RNU et on a donc largement le temps de répondre de façon posée."

Mme LEBERQUIER indique que le temps imparti entre le jour de réception d'un rapport si volumineux et le jour de la réunion (5 jours) est trop court pour y travailler.

M. KINET rappelle que la Commission d'Urbanisme et le COPIL se sont réunis et ont fait le tour de la question. Il ajoute que les projets de réponses ont été traités avec BEGEAT lors de ces réunions. Il regrette que la confiance dans le Comité de Pilotage soit remise en cause. Il rappelle que des élus se sont engagés à travailler sur les observations des P.P.A. et n'ont pas jugé utile d'en dire plus dans leurs réponses. Il souligne que les P.P.A. étaient d'accord sur le P.L.U.. Il s'étonne de cette polémique et de cette volonté de couper les cheveux en quatre.

M. VERDON répond qu'il ne s'agit pas de lancer une polémique mais un simple constat d'analyse.

M. COLLAINE indique que les réponses peuvent encore être amendées et améliorées et qu'elles ne seront pas entérinées ce soir.

M. VERDON prend note que ces réponses peuvent encore être améliorées.

M. GAUTIER indique que l'arrêt du P.L.U. est une photo du document à l'instant T qui est présentée aux P.P.A. qui font retour de leurs observations critiques. Il précise que, par la suite, l'enquête publique se déroulera et les citoyens pourront faire connaître leurs sollicitations et leurs remarques.

M. VERDON revient sur l'observation de la M.R.A.E. qui reproche un manque de rigueur dans la méthodologie !!!!!

M. SAULNIER indique que cette critique a été évoquée longuement en réunion du COPIL et que la réponse apportée a été étudiée à ce moment-là.

M. GAUTIER insiste sur le fait que le représentant de la M.R.A.E. n'a jamais assisté à quelque réunion que ce soit. Il se dit lui aussi contrarié de constater que cet avis critique soit situé en première page des observations. Il revient sur toutes les heures de réunions passées par le COPIL avec BEGEAT pour travailler sur le P.L.U. et regrette qu'une seule personne remette en cause ce travail.

M. KINET dit avoir participé dans le passé à de nombreux P.O.S. et P.L.U. et n'avoir jamais vu un COPIL se réunir aussi souvent (60 fois à aujourd'hui). Il souligne l'assiduité des membres du COPIL. D'autre part, il revient sur l'enquête publique qui sera suivie des conclusions du Commissaire Enquêteur, conclusions soumises au Conseil Municipal pour trancher avant l'approbation du P.L.U.. Il demande à ce que le dossier avance car un retard de près d'un an est constaté à ce jour dans le planning prévisionnel.

M. COEURDEUIL indique avoir mal réagi à la lecture des observations de la M.R.A.E. et avoir été fort contrarié et étonné de leur teneur. Il indique que les agents chargés de l'instruction du dossier font une première lecture du document sans n'avoir jamais participé aux réunions ni être informés des détails du travail du COPIL.

M. COEURDEUIL donne d'autre part un exemple de l'absence de concertation entre services : "le Département dit qu'il faut favoriser la ventilation naturelle ou assistée des logements, l'optimisation de l'ensoleillement des parois vitrées et la lutte contre les îlots de chaleur. Le Cabinet BEGEAT propose d'ajouter une recommandation au document. Plus loin il est dit : "il est préconisé que les ouvertures soient plus hautes que larges pour respecter une typologie de façades trouvée dans le centre ancien en indiquant qu'il conviendrait de prévoir cette mesure dans toutes les zones U. En même temps on nous demande de privilégier l'ensoleillement, le mode de vie, ... M. COEURDEUIL indique que les technocrates, qui donc ne travaillent pas sur le terrain, demandent qu'on revienne aux menuiseries à l'ancienne comme il y a plusieurs siècles en arrière.....: "Finies les grandes baies vitrées de 3 m donnant sur la piscine par exemple". Il indique que dans la région l'ensoleillement est à 71° en été donc le soleil est quasiment à la verticale et qu'en hiver il est à 23°. Il précise qu'avec une casquette d'avancée de 1,80 m à 2,35 m de haut, on est complètement protégé du soleil l'été et on le laisse entrer l'hiver, ce qui permet de récupérer les calories du soleil l'hiver et de s'en protéger l'été. M. COEURDEUIL propose de réagir et de prévoir une formulation prenant en compte l'intelligence des choses : "à nous de refuser les recommandations jugées infondées des PPA qui traduisent une vision très ponctuelle et réduite des technocrates et de modifier les prescriptions en conséquence." M. COEURDEUIL ajoute que les textes pondus à Paris, dans les hautes instances, concernant les surfaces des baies, les normes de récupération de calories, etc. s'appliquent à tout pétitionnaire quelque soit la région où il se trouve malgré les différences notables de climat ce qui est une aberration.

M. VERDON revient sur les réponses à apporter à ces observations qui selon lui doivent donc être moins rigides et moins succinctes. Il précise qu'il s'agit d'un devoir de pédagogie notamment auprès de la représentante de la M.R.A.E. qui pourrait ainsi avoir des éléments pour ne pas formuler les mêmes allusions sur un autre P.L.U.

M. COEURDEUIL précise que la réponse formulée par BEGEAT est certes écrite en termes diplomatiques mais reste suffisamment claire en précisant que le COPIL a travaillé de façon tout à fait cohérente, de manière approfondie ce qui permet de constater que ces remarques sont nulles et non avenues.

M. SAULNIER indique que ce n'est pas la remarque de la M.R.A.E. qui va retarder l'avancée du PLU.

M. COEURDEUIL dit avoir participé à une discussion entre M. le Maire et BEGEAT lors de laquelle il a bien été dit que la délibération de ce soir n'est nullement obligatoire mais qu'elle permet une totale transparence et un débat ouvert à tout le Conseil. Il précise que la position des élus ce soir validera les réponses proposées par BEGEAT et lui permettront de les notifier aux P.P.A. en démontrant l'unanimité du Conseil sur les positions prises dans le P.L.U. qui traduisent une vision locale des choses, vision cohérente et fondée.

M. GAUTIER indique que la majorité des P.P.A. n'est pas en prise directe avec la réalité des territoires et que la remarque du manque de rigueur est quelque peu excessive. Il ajoute que les autres observations sont intéressantes et ne peuvent qu'amener une amélioration du document final. Il souligne que certaines dispositions n'ont pas été comprises par exemple quand il est fait un procès d'intention sur le classement en zone constructible de terrains classés en zone NC au POS : " c'est absolument faux car ce sont des zones qui étaient déjà constructibles au POS !" Il informe l'assemblée que cela a valu un second passage en CDPENAF pour expliquer ce point notamment.

M. SAULNIER rejoint M. GAUTIER sur ce point en expliquant que cette seconde réunion a permis d'expliquer la situation et d'obtenir l'avis favorable de cette instance.

M. COLLAINNE donne lecture des observations de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat qui indique qu'après examen du dossier, des remarques sont formulées sur la rédaction de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de "La Jouberte" (OAP 1) car la légende du document graphique indique que les activités commerciales et artisanales ne sont pas interdites de fait ce qui représente un frein important à la dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville. La Chambre des Métiers préconise donc que la destination des emprises 2, 3 et 4 de l'OAP soit dédiée aux activités de services à l'exclusion des activités commerciales et artisanales.

M. COEURDEUIL indique que le cabinet BEGEAT propose de répondre que la légende de l'OAP 1 sera complétée : "activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle à l'exclusion des activités commerciales et artisanales pour les emprises 2, 3 et 4.

M. COEURDEUIL indique que, plus loin dans le document, il est stipulé la même remarque pour l'OAP n° 3 (terrain CHABAS) et pour l'OAP n° 2 "Les Grandes Aires" qui sont des projets à l'intérieur de la déviation. Il précise que si les préconisations de la Chambre des Métiers visent à interdire toute activité commerciale et n'autoriser dans ces secteurs que les activités libérales de type "comptables, architectes, médecins, infirmiers, etc...." tous les autres secteurs d'activités devront être situés dans un périmètre de 10 mètres autour de la place Gambetta, centre-ville. Il rappelle qu'on dispose de documents supra communaux tels que le SCOT qui préconise que le village du VAL, considéré comme un bourg, voire une commune-relais de Brignoles" mais c'est un autre débat", bourg qui doit voir son commerce de proximité développé et redynamisé, c'est-à-dire 500 à 800 métiers environ (pratiquement tous). Il indique que les commerces ont fondu comme neige au soleil en 30 ans (divisé par 5) alors que la population sur cette même période a été multipliée par 4 d'où le constat d'une distorsion totale et la nécessité d'avoir une vision très dynamique de la situation.

M. COEURDEUIL rappelle que le PLU envisage une augmentation de la population pour atteindre le chiffre réaliste de 6.500 habitants dans 30 ans. Il demande si les commerces implantés à une distance de 300 mètres à pieds relèvent du commerce de proximité. Il propose de mettre un compas sur la fontaine de la Place Gambetta et de dessiner un périmètre de 300 mètres. Il indique qu'on peut alors constater que tous les terrains situés à l'intérieur de la déviation sont inclus dans le cercle (hormis la partie sud-est où sont situés les jardins et la zone inondable). Il précise que la limite va jusqu'à la coopérative, comprend la moitié du terrain de La Jouberte, s'étend jusqu'aux écoles avec la presque totalité du terrain Chabas, soit tout le bourg, le cœur du village. Il indique que sur les 4.500 habitants actuels, le centre village est passé de 850 à 1.000 habitants et que les 3.500 restants ont été explosés hors "bourg". Il rappelle que le P.L.U. freine aujourd'hui toute urbanisation à l'extérieur du village et demande où iront les habitants lorsqu'on atteindra une population de 6.500 personnes. Il indique que la densité se fait à l'intérieur du village et notamment de la rocade (et donc dans les 300 mètres). Il indique de plus que si on réduit la zone d'implantation des commerces à la pièce d'un euro représentée par la Place Gambetta, il n'y aura plus de commerces car la réalité économique implique la rentabilité d'une installation. Il souligne l'exigüité des rues du village peu propice à faciliter les livraisons, à la nature du bâti qui ne permet pas la possibilité d'avoir une surface de stockage ou d'être en conformité avec les règles d'accessibilité et de sécurité et indique que le futur commerçant fait une étude de marché sur la zone de chalandage.... Il explique pourquoi les commerçants sont partis pour aller sur Brignoles: se rapprocher des services, des centres d'intérêts et d'activités, des parkings, des endroits où les gens se promènent, etc.... Il demande comment redynamiser le commerce sur LE VAL : dans l'absolu, la Commune devrait acheter tous les rez-de-chaussée du centre ancien pour y installer des commerçants, mais comment les faire venir ? Il faut qu'ils soient assurés de gagner leur vie, de pouvoir payer leurs charges et rembourser leur investissement. Il explique que 85 à 90 % de la population valoise prend sa voiture chaque matin ce qui ne l'incite pas à fréquenter les commerces locaux non dotés d'un parking. M. COEURDEUIL indique que si la Commune arrive à créer une attractivité commerciale elle disposera d'un noyau dur pour créer quelque chose ; en dehors de ce schéma, on peut parler du commerce mais ce sera peine perdue. Il précise que le supermarché tel que prévu à l'époque n'est plus créé par les chaînes de magasin qui préfèrent des superettes au sein d'un ensemble de petits commerces. Il demande comment dans le centre ancien on peut envisager de telles opérations : il n'existe pas les terrains ni le bâti nécessaires. Il faut imaginer quelque chose d'autres qui soit le point d'attraction pour la population valoise autour de laquelle pourront se développer des activités commerciales. Il ajoute que si, dans le P.L.U., on interdit l'implantation de commerces dans cette zone des 300 mètres "on est mort" !

M. NAL dit que M. COEURDEUIL a fait un diagnostic très précis et objectif de la situation et indique qu'il y a 23 ans la Commune en était au même point. Elle avait obtenu l'autorisation de monter une opération sous une forme qui ne convenait pas à tout le monde, peut-être, mais un permis de construire, délivré il y a une dizaine d'années, présentait sur le plan structurel un projet similaire ; l'avenir a vu que ce projet avait été brisé et il y a eu énormément de projets d'évolution pour LE VAL également brisés. Les prescriptions du PLU doivent permettre de pouvoir remodeler tout cela.

M. SAULNIER revient sur l'évocation par M. COEURDEUIL des rez-de-chaussée dans le centre ancien qui permettraient l'installation d'artisans ou de commerçants pour faire revivre les lieux. Il précise que les recommandations de la Chambre des Métiers sont très discutables car interdire tous les commerces en dehors du centre ancien s'avère être une mesure trop rigide qui empêchera le développement commercial de la Commune.

M. PAZ indique que si une instance nationale met en garde la Commune sur certains éléments c'est qu'il y a des raisons pour cela. Ils disposent d'analyses structurelles sur d'autres communes qui démontrent que ce genre de structure met à mal le commerce local en centre village. Il rappelle son opposition au projet de supermarché à La Jouberte. Il précise qu'il n'y a pas que la place Gambetta dans le centre village mais aussi la Place Louis Fournier par exemple.

M. COEURDEUIL indique qu'il faut répertorier le potentiel de bâti existant dans le centre ancien et qu'il est nécessaire que ces immeubles soient disponibles car non utilisés pour de l'habitat, qu'ils soient suffisamment spacieux pour recevoir un commerce, qu'ils soient accessibles aux handicapés, devant lequel les camions puissent stationner pour effectuer leurs livraisons.... et à ce moment-là on déterminera une surface en mètres carré certainement inférieure à 500 m² de commerces pour 4.500 habitants : "je dis chapeau !" !

M. PAZ rétorque que l'installation d'un supermarché à La Jouberte sera prévue dans le P.L.U. pour soi-disant dynamiser le commerce alors qu'il est dit par ailleurs que redynamiser le centre ville n'est pas possible. Il souligne que le discours est complètement contradictoire.

M. COEURDEUIL rappelle sa question précédente sur la distance prise en compte pour déterminer si les commerces sont de proximité ou pas et que 300 m a été considéré comme une distance acceptable. Il dit qu'il faut arrêter de considérer que le centre d'un village de 4.500 habitants est similaire à celui d'une grande ville : "la Place Gambetta représente un noyau de cerise !"

M. PAZ demande comment une structure commerciale à La Jouberte peut favoriser la dynamique commerciale en centre-ville. Il indique que 90 % des gens, après avoir fait leurs courses, rentrent chez eux sans se rendre dans le centre.

Mme GAQUIERE intervient pour rappeler que pour être commerçant il faut faire du business et que s'il n'y a pas de clients les commerces périclitent : des Valois vont prendre leur pain par exemple sur la déviation et désertent le centre par contre ils fréquentent les commerces le vendredi car jour de marché.

M. VERDON indique d'autre part que l'Etat a fait remarquer que la Commune comptait un inventaire embryonnaire sur le nombre de places de stationnement dits de commodités pour aller chez les commerçants du centre ou dans le village : "ne pourrions-nous pas enrichir notre réponse par l'indication du nombre de places et la situation de nos parkings ?"

M. PAZ répond que cela a été étudié par la commission communale qui travaille sur les parkings depuis deux ans et précise qu'un état des lieux existe.

M. SAULNIER confirme que ce travail a été fait et que, dans ce cadre, il a été décidé récemment la création d'un parking tout le long de l'avenue des Droits de l'Homme, desservant le groupe scolaire, pour doubler le nombre d'emplacements. D'autres projets sont à l'étude.

M. VERDON évoque une conversation tenue avec un élu de Rocbaron qui disait que la population travaille essentiellement sur la zone toulonnaise et qu'au moins la moitié, pendant la pause méridienne, y faisait ses courses pour rentrer directement à son domicile le soir. M. VERDON demande de mesurer la situation avant de s'aventurer dans un projet en croyant que la fréquentation du centre sera fortement redynamisée.

M. GAUTIER explique que tous les aspects ont été étudiés (l'environnement, l'agriculture, l'économie, etc....) et un plan, qui ne le satisfait pas complètement et personne a priori, a dû être établi avec des éléments de nature économique sur les zones avec une certaine mixité (logements, commerces). Il dit que ce plan n'est pas figé ni définitif et qu'il va évoluer au fil du temps. Il pense que les élus qui suivront auront la capacité et la volonté de dire, pour chaque projet qui sortira sur cette zone à enjeu économique de "La Jouberte" si c'est compatible avec les commerces du centre village ou pas. Il indique souhaiter une certaine souplesse dans ce secteur pour pouvoir l'adapter à l'évolution et non pas le figer. Il rappelle que la représentante de la Chambre des Métiers a formulé ses attentes dès la première réunion de travail et que ses observations ne sont donc pas surprenantes.

M. PAZ rappelle qu'un projet existe sur le terrain de La Jouberte et indique que dès que le PLU sera approuvé, les investisseurs vont se manifester forts de savoir que la majorité du Conseil Municipal est favorable à l'implantation d'un supermarché. M. PAZ revient ensuite sur l'ineptie de dire que l'implantation d'un supermarché va redynamiser le commerce local car cela est fait ailleurs depuis des décennies sans succès.

M. COEURDEUIL intervient pour contredire M. PAZ en prenant l'exemple de COTIGNAC qui s'est doté d'un supermarché tout comme CARCES, deux communes dans lesquelles les commerces n'ont pas fermé pour autant.

M. PAZ indique que la distance entre LE VAL et la première grande surface de Brignoles est inférieure à celles entre le centre de ces deux communes et leur supermarché.

M. COEURDEUIL dit refuser les visions idéologiques, fantasmagiques, coupées de la réalité. Il propose que la Commune se rapproche de la Chambre du Commerce et de la Chambre des Métiers pour les mettre à contribution en travaillant ensemble sur une vraie étude de marché donc de chalandise sur le bassin de vie LE VAL/BRIGNOLES. Il propose que la remarque de la Chambre des Métiers ne soit pas prise en compte et que BEGEAT reformule sa réponse en refusant de retirer les possibilités d'installation de commerçants et d'artisans sur toutes les OAP.

M. VERDON demande quelle sera la procédure après l'enrichissement des réponses ; seront-elles transmises aux PPA. pour obtenir un nouvel avis ?

M. SAULNIER confirme que les réponses seront adressées aux PPA mais que cela n'aura pas d'incidence sur l'avancée du P.L.U.

M. COEURDEUIL indique que les réponses seront argumentées afin que la position du Conseil soit claire. Il ajoute que toutes ont émis un avis favorable à condition que leurs observations soient prises en compte.

M. GAUTIER estime que les critiques des PPA sont émises quand un détail les dérange mais elles n'étaient pas leurs prescriptions.

M. COEURDEUIL demande enfin de se pencher sur les observations de l'UDAP.

M. COLLAINE indique que l'UDAP recommande de renforcer le PLU par les prescriptions suivantes dans les zones U et AU : "les vides sanitaires ne doivent pas émerger de plus de 20 cm au-dessus du terrain naturel et les façades doivent être ordonnancées. En effet, l'instruction de certains dossiers récents ont permis de constater le non-respect des principes de base d'une construction en harmonie avec l'architecture locale."

M. COEURDEUIL indique la notion d'ordonnancement des façades est subtile et difficile à appliquer.

M. COLLAINE reprend ensuite l'observation de l'UDAP sur la zone UA au niveau des ouvertures.

M. COEURDEUIL indique que BEGEAT a inscrit cette prescription dans le PLU uniquement pour la zone Ua pour respecter la typologie du bâti dans le village et qu'il n'est pas souhaitable qu'elle soit imposée dans les zones pavillonnaires (zones U et AU).

M. SAULNIER approuve cette remarque et indique que BEGEAT retirera sa proposition de modifier les articles 11 des zones U et AU.

M. COLLAINE reprend ensuite les observations de la CDPENAF qui demande de réduire l'accueil des campeurs à une durée maximale d'ouverture de 3 mois par an. Il précise que BEGEAT prévoit de répondre que la Commune souhaite porter cette durée à 5 mois.

M. SAULNIER précise que cette observation concerne la zone agricole uniquement. Il indique que l'accueil des campeurs permettra aux agriculteurs d'avoir un complément de revenus.

M. COEURDEUIL évoque le camping à la ferme par exemple. Il conçoit la durée de 5 mois car l'agriculteur doit pouvoir rentabiliser son investissement.

M. PAZ demande si le COPIL a étudié point par point toutes les observations des P.P.A.

M. COEURDEUIL répond par l'affirmative.

M. SAULNIER confirme et précise que le COPIL a déjà retravaillé toutes les réponses avant de les soumettre ce soir au Conseil Municipal.

M. PAZ indique être viscéralement contre le projet de "La Jouberte" et regrette que la recommandation de la Chambre des Métiers ne soit pas prise en considération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du rapport établi par "BEGEAT", suite aux réunions en COPIL, concernant les propositions de réponses aux avis des P.P.A. sur le P.L.U. arrêté,

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal membre de la Commission "Urbanisme",

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 4 ABSTENTIONS (Mmes DONADEY - BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et M. VERDON) et 1 CONTRE (M. PAZ),

VALIDE l'ensemble des propositions de réponses aux avis des Personnes Publiques Associées sur le P.L.U. arrêté le 4 décembre 2017, telles que présentées dans le rapport rédigé par "BEGEAT", sauf pour les points suivants :

Au regard du document transmis avec les convocations et des réponses proposées sur lesquelles le Conseil Municipal a débattu :

- **Avis de la Chambre des Métiers** : Il est décidé de ne pas suivre la proposition initialement rédigée de réponse et de ne pas compléter la légende de l'OAP n°1.
- **Avis de l'UDAP, point n°2** : il est décidé de ne pas compléter les dispositions générales des articles 11 des zones U et AU dans le document 4.1.1 du règlement.
-

PRECISE que ces propositions de modifications seront communiquées au Commissaire Enquêteur.

AUTORISE M. le Maire à entreprendre les démarches nécessaires pour les suites à donner à la présente délibération.

4-PERSONNEL

4-1- Convention-cadre de partenariat avec le C.N.F.P.T. PACA pour la formation du personnel communal en 2018

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'un projet de convention-cadre de partenariat est proposé comme chaque année par le C.N.F.P.T. « PACA » visant à organiser des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal, en 2018, moyennant une participation financière de la collectivité.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint Vice-Président de la commission du personnel communal, qui donne lecture du projet de convention-cadre et en explicite les divers articles.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention-cadre de partenariat avec le C.N.F.P.T. « PACA » pour des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal durant l'année 2018

PRECISE que les crédits prévisionnels nécessaires sont inscrits au budget communal 2017 (chapitre 012).

4-2- Elections professionnelles Comité Technique (C.T.) et Comité Hygiène-Sécurité-Conditions de Travail (C.H.S.C.T.)

- Comité Technique Local :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un Comité Technique Local (C.T.L.) a été créé par délibération du 25 septembre 2014, les effectifs du personnel communal (titulaires et stagiaires) dépassant les 50 agents (51 au 1er janvier 2014).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE rappelle que par la délibération du 25 septembre 2014 le nombre de représentants du personnel (collège "employé") a été fixé à 3 titulaires et 3 suppléants et le paritarisme numérique a été maintenu en fixant un nombre de représentants des élus de la Commune (collège "employeur") à 3 également. Il indique que des élections professionnelles se sont déroulées ensuite et que les représentants ont été élus pour un mandat de 4 ans.

Il propose donc à l'assemblée délibérante de reconduire les dispositions de la délibération susvisée pour l'organisation de nouvelles élections au C.T.L.

Il précise que l'effectif apprécié au 1 janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 55 agents

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition de reconduction.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4,8 et 26,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

MAINTIENT le nombre de représentants titulaires du Collège "employé" au C.T.L. à 3 (trois) (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),

DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants du collège "employeur" égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

DECIDE le recueil, par le Comité Technique, de l'avis des représentants de la collectivité.

C.H.S.C.T.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un Comité "Hygiène - Sécurité - Conditions de Travail" (C.H.S.C.T.) a été créé par délibération du 25 septembre 2014, les effectifs du personnel communal (titulaires et stagiaires) dépassant les 50 agents (51 au 1er janvier 2014).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE rappelle que par la délibération du 25 septembre 2014 le nombre de représentants du personnel (collège "employé") a été fixé à 3 titulaires et 3 suppléants et le paritarisme numérique a été maintenu en fixant un nombre de représentants des élus de la Commune (collège "employeur") à 3 également. Il indique que des élections professionnelles se sont déroulées ensuite et que les représentants ont été élus pour un mandat de 4 ans.

Il propose donc à l'assemblée délibérante de reconduire les dispositions de la délibération susvisée pour l'organisation de nouvelles élections au C.H.S.C.T..

Il précise que l'effectif apprécié au 1 janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 55 agents

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition de reconduction.

M. KINET dit avoir entendu dernièrement que le Gouvernement souhaitait regrouper les deux collèges en un seul et demande comment devra-t-on procéder si cette décision intervient avant les élections professionnelles.
M. DEBAQUE répond qu'on sera avisé en temps utiles.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4,8 et 26,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 85.603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié,

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

MAINTIENT le nombre de représentants titulaires du Collège "employé" au C.H.S.C.T. à 3 (trois) (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),

DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants du collège "employeur" égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

DECIDE le recueil, par le C.H.S.C.T., de l'avis des représentants de la collectivité.

5- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 26 avril 2018, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, deux décisions dans le cadre de ses délégations :

07/2018	03/05/2018	Octroi concession trentenaire MANICCIA Joëlle veuve PAGES ROMERO	+ 860 € dont 286,67 € versés au CCAS
08/2018	28/05/2018	Acceptation du devis de prestation de services SPL "ID 83" - Réaménagement des rues Thiers, de la Miséricorde et impasse de l'Hôpital	7.220 € HT

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 avril 2018, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

-Questions écrites

-Questions orales

Mme DONADEY signale que les rues du village sont extrêmement sales mais que cela ne provient pas d'un manque d'implication des employés municipaux mais du fait que des gens qui font faire leurs besoins à leurs chiens n'importe où.
M. SAULNIER indique que la verbalisation est possible uniquement si le contrevenant est pris sur le fait.

M. SAULNIER donne lecture d'un courrier du Préfet reçu par Mme LETOURNIANT à propos de l'insécurité de la route de Carcès (RD 562) après les nombreux accidents constatés (63 à ce jour).
Il rappelle que la Commune a alerté à plusieurs reprises le Sous-Préfet, le Département et la Gendarmerie de cet état de fait en demandant que des mesures soient prises pour y remédier (radar, limitation de vitesse, etc....).
Il interpelle M. VERDON pour qu'il confirme les diverses tentatives de la Municipalité depuis près de 4 ans pour parvenir à une action sur cette route que ce soit de la part de l'un ou de l'autre de ces services.

M. VERDON indique que, pour sa part, il se bat depuis des années pour faire réagir les autorités quelles qu'elles soient. Il dit bien vouloir transmettre à qui de droit le courrier de M. le Préfet pour essayer d'obtenir gain de cause. Il indique que les derniers accidents datent de 3 semaines pour l'un et 15 jours pour le plus récent. Il pense que le Département fait tout pour minimiser les statistiques en évitant de faire état de cette situation.

M. PAZ demande quelle est la nature des travaux qui vont être entrepris sur cette portion de route car un panneau "TRAVAUX" y a été installé.

M. DEBAQUE indique que c'est ENEDIS qui doit intervenir.

M. COEURDEUIL évoque les réunions de la commission d'urbanisme pour regretter que le nombre de participants soit si peu élevé. Il souligne que ce travail est important vu que toutes les demandes d'urbanisme déposées en Mairie sont traitées. Il indique que si le quorum n'est pas atteint, les dossiers ne peuvent pas être instruits. Il rappelle que la commission se réunit une fois par semaine pour qu'il n'y ait pas de retard pris dans les décisions vu les délais impartis réglementairement. Il propose de revoir la composition de cette commission afin qu'elle soit dotée de vrais volontaires actifs et présents.

M. SAULNIER précise que la commission se réunit tous les mardis matin. Il rejoint M. COEURDEUIL sur la nécessité d'assister à ces réunions pour mieux comprendre le cheminement des dossiers. Il rappelle que les réunions des commissions sont ouvertes à tous les Conseillers et qu'il serait intéressant pour eux d'y participer de temps en temps.

M. VERDON considère que la fréquence est un peu exagérée (tous les 8 jours) et qu'il l'avait signalé en son temps. Il évoque la dernière réunion pour laquelle étaient inscrits 4 dossiers alors que 2 d'entre eux avaient été instruits à la commission précédente. Il demande s'il est utile de convoquer 6 personnes le mardi à 9h pour voir 2 dossiers.

M. SAULNIER souhaite maintenir ces réunions hebdomadaires pour que tous les dossiers soient instruits dans les temps.

M. KINET revient sur la dénomination de la commission car d'après lui ce n'est qu'un groupe de travail sur les demandes d'urbanisme. Il pense que le quorum n'est pas nécessaire dans un groupe de travail.

M. VERDON répond que des décisions sont prises lors de ces réunions.

M. KINET rappelle que les commissions ne prennent pas de décisions mais émettent des propositions à M. le Maire. Il indique aussi que le travail mené par ce groupe doit rester confidentiel.

M. SAULNIER indique que le caractère confidentiel est valable pour toutes les réunions de commissions.

M. COEURDEUIL rappelle le problème de gestion des dossiers d'urbanisme depuis des mois et l'insatisfaction montante des administrés ainsi que le nombre de contentieux qui augmente de façon exponentielle et coûte de l'argent à la Commune..... Il indique que les Elus essaient de pallier ce dysfonctionnement en fluidifiant l'instruction des dossiers et en essayant de trouver des solutions cohérentes. Il précise que la commission rend des avis qui doivent avoir une force d'opposabilité avant présentation au Maire pour décision définitive et visa, en sa qualité de seul responsable de l'urbanisme avant transmission au service de l'Etat. Il indique que les Services de l'Etat ont été interrogés pour savoir si ce fonctionnement pouvait être agréé par eux vu la situation actuelle très particulière de la Commune. Il fait part de l'agrément de ces Services mais ajoute que pour que la Commission puisse travailler efficacement en instruisant les dossiers en détails avant de les soumettre au Maire pour transmission à l'Etat, les réunions hebdomadaires sont nécessaires. Il précise que cette fluidité du travail mené permettra de supprimer les permis tacites et d'éviter les contentieux.

M. VERDON demande à M. le Maire s'il envisage d'assainir le service communal de l'urbanisme qui est actuellement et depuis plusieurs semaines complètement orphelin, c'est-à-dire de créer une équipe réelle, sérieuse et professionnelle.

M. SAULNIER répond que le Responsable de ce Service est actuellement en arrêt maladie d'où la nécessité de mettre en œuvre la procédure décrite par M. COEURDEUIL pour pallier le dysfonctionnement occasionné.

M. KINET quitte la salle en indiquant ne pas vouloir participer à un débat impliquant des agents municipaux.

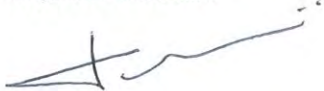
M. VERDON demande où en est le contentieux relatif aux terrains de La Jouberte.

M. SAULNIER indique avoir déjà répondu à maintes reprises à cette question et précise que tant que le PLU n'est pas approuvé la situation reste bloquée. Il rappelle aussi l'existence de deux jugements émanant d'instances différentes ne permettant pas d'avancer dans ce dossier pour l'instant.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h00.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire,
Jacqueline TURINELLI



LE MAIRE,
Bernard SAULNIER

